

Le dollar canadien

● (1530)

Le ministre des Finances répète continuellement que le dollar flotte mais tout en disant cela il est en train de vider nos réserves de devises de 5 milliards de dollars. Il emprunte presque 6 milliards de dollars à l'étranger et décrète sept augmentations du taux officiel d'escompte qui toutes correspondent à des mesures prises précisément pour veiller à ce que le dollar ne flotte pas. Devant une telle attitude contradictoire, les cambistes de Toronto, de New-York ou de Zurich en sont réduits à conclure que le gouvernement du Canada est soit malhonnête soit incompetent ou peut-être même les deux à la fois.

M. Alexander: Je penche en faveur de la dernière conclusion.

M. Clark: Deuxièmement, le gouvernement a totalement échoué dans ses efforts pour remédier à nos faiblesses fondamentales au niveau de nos échanges avec le reste du monde. La faiblesse de notre dollar ne constitue qu'un symptôme de problèmes beaucoup plus fondamentaux—à savoir un déficit de 12 milliards de dollars au chapitre de notre commerce de produits fabriqués, un déficit de plus d'un milliard de dollars au chapitre du tourisme, et une disparité encore plus prononcée au niveau des versements d'intérêts et de dividendes au profit d'autres pays. Ces problèmes devraient amener le gouvernement du Canada à prendre des mesures. Ce n'est pas la Banque du Canada qui les résoudra. Tout ce que la Banque peut faire se résume à financer le déficit de nos comptes courants en procédant à des emprunts encore plus massifs à l'étranger. Cela ne fait qu'aggraver le problème. En fait, nous allons devoir ajouter 1 milliard de dollars à notre excédent commercial en produits fabriqués cette année seulement pour compenser l'écart croissant au chapitre des comptes ne portant pas sur des biens de fabrication.

Le gouvernement n'a pas présenté une seule grande initiative politique pour faire face à ces problèmes si ce n'est de prétendre à tort que la dévaluation de notre dollar constitue en soi une réponse à ceux-ci. Il est certain que l'expérience de pays tels que la Grande-Bretagne et l'Italie démontre qu'une devise faible ne constitue pas une réponse à quoi que ce soit. Nos problèmes ne se limitent pas au taux d'échange de notre dollar et il va falloir y faire face.

Le troisième principal échec du gouvernement réside dans le domaine de la croissance. Le gouvernement a maintenu notre économie bien-en-dessous de son potentiel. S'il fallait attribuer des notes au gouvernement, son score au niveau de sa récente performance économique pourrait se résumer ainsi: budgets, 5; groupes de travail, 22; direction, 0.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Le commentaire le plus accablant qu'on puisse porter sur l'attitude adoptée par le gouvernement c'est que le seul développement important qu'ait enregistré notre économie se situe au niveau de la dépréciation du dollar canadien. Après avoir accumulé les plus massifs déficits de notre histoire en matière de dépenses, le gouvernement n'a absolument aucun plan à nous présenter pour redresser le budget du pays. Il s'est fixé comme objectif de réduire les dépenses budgétaires. Qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire que dans sept ans, la dépense gouvernementale aura doublé et, même alors, selon les dires du ministre des Finances, cela ne serait qu'une pause avant qu'elle reprenne de plus belle.

Notre pays a un potentiel énorme, un potentiel qui ne se retrouve nulle part ailleurs. Et pourtant, nous allons voir pour la troisième année d'affilée une croissance économique languissante, un chômage national qui représente plus de un million de chômeurs et une inflation de 8 p. 100 ou plus. A cela, tout ce que le gouvernement trouve à dire aux Canadiens, c'est d'en rabattre, de s'habituer au chômage et à la montée des prix. C'est le meilleur moyen d'aller droit au désastre, et cette solution qui n'en est pas une, n'est plus acceptable.

Il est de notoriété publique qu'il existe un désaccord profond entre les partis sur la politique économique nationale. Le premier ministre (M. Trudeau) continue à prétendre que tout va bien. Il n'y a pas de problème, donc aucun changement majeur ne s'impose. Notre parti au contraire estime qu'il est grand temps d'apporter des changements fondamentaux, de réduire la taille de l'administration, de réduire le fardeau énorme que l'appareil gouvernemental impose aux secteurs privés qui sont les secteurs productifs du pays.

Nous croyons donc qu'il faut remettre l'argent aux mains des citoyens canadiens au moyen de dégrèvements fiscaux, d'incitations fiscales et autres instruments qui permettront au pays de retrouver une croissance conforme à son potentiel. Voilà la différence fondamentale qui existe entre nos politiques économiques. Elle est bien connue, aussi bien à la Chambre qu'auprès du public. Ces lignes sont claires. Il y aura des élections qui certainement vont se jouer sur cette question et à la suite des élections, une fois la question réglée, il y aura un nouveau gouvernement en place. Ce sera enfin la possibilité retrouvée de redonner une croissance à notre économie.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Le désaccord de base à propos de cette politique économique est notoire. Mais la question à l'étude aujourd'hui est différente et, vu son urgence, il s'agit d'un problème plus grave. En effet le désaccord concernant la valeur du dollar n'est pas un désaccord qui divise uniquement les partis politiques. Les petits groupes de responsables qui sont partie à la politique suivie actuellement pour soutenir le dollar canadien ne sont plus d'accord non plus, comme on vient de l'apprendre récemment. Le président du Conseil d'administration de la Banque Royale du Canada, M. McLaughlin, n'a pas mâché ses mots en public, le 11 janvier, quand il a traité spécifiquement du prétendu flottement du dollar canadien. Je citerai quelques courts passages de son discours.

M. Breau: On l'a remplacé . . .

M. Clark: Un des députés d'en face dont la spécialité est de prendre la parole tout en restant assis sur son siège vient de parler des personnes remplacées. Il devrait se méfier de cela.

Des voix: Oh, oh!

M. Clark: Je ne citerai que deux passages des propos tenus par M. McLaughlin.

Il est vrai qu'officiellement le dollar canadien flotte, mais au cours de l'année dernière il a plutôt mal flotté. Ottawa a soutenu qu'on laissait flotter le dollar canadien pour qu'il atteigne son propre niveau sur le marché. C'est là l'essence d'une fluctuation libre, où l'on intervient seulement pour éviter de trop grandes variations au cours d'une très courte période. Mais les déclarations et les interventions d'Ottawa ne semblent aucunement liées les unes aux autres. A mon point de vue c'est ce qui explique en partie la chute du dollar canadien.